

# SUR LES PAS DU ROI LÉOPOLD

LES INVESTISSEURS DES PLANTATIONS DE PALMIERS À HUILE PHC EN  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO





# SUR LES PAS DU ROI LÉOPOLD

LES INVESTISSEURS DES PLANTATIONS DE PALMIERS À HUILE PHC EN  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



The Oakland Institute

# Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Andy Currier, avec l'assistance éditoriale de Frédéric Mousseau et l'aide de McCoy Cantwell pour la recherche.

Il se base en partie sur *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank financing of Fero-nia PHC palm plantations in the Democratic Republic of Congo*, une publication conjointe (janvier 2021) de RIAO-RDC (RD Congo), FIAN Belgium, Entraide et Fraternité (Belgique), CCFD-Terre Solidaire (France), FIAN Allemagne, urgewald (Allemagne), Milieudéfense (Pays-Bas), The Corner House (Royaume-Uni), Global Justice Now (Royaume-Uni), World Rainforest Movement (International), GRAIN (International).

Remerciements spéciaux à GRAIN pour leur aide précieuse à la collecte de données pour le rapport.

Les opinions et conclusions exprimées dans cette publication sont cependant celles de l'Oakland Institute uniquement et ne reflètent pas les opinions des individus et des organisations qui ont soutenu ces travaux.

Conception graphique: Jared Oates

Photo de couverture: Plantation de palmiers à huile près de Lokumete en février 2020 © Oskar Epelde

Photo quatrième de couverture : noix de palmier © Oskar Epelde

Editeur: L'Oakland Institute est un think-tank indépendant qui apporte des idées nouvelles aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux les plus urgents.

Ce travail est sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY-NC 4.0). Vous êtes libre de partager, copier, distribuer et transmettre ce travail dans les conditions suivantes :

Attribution : Vous devez attribuer le travail à l'Oakland Institute et à ses auteurs.

Non commercial : vous ne pouvez pas utiliser ce travail à des fins commerciales.

Traductions : Si vous créez une traduction de cette œuvre, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante : *Cette traduction n'a pas été créée par l'Oakland Institute et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de l'Oakland Institute. L'Oakland Institute ne peut être tenu responsable du contenu ou des erreurs de cette traduction.*

Merci d'adresser toute question sur les droits et licences à:

The Oakland Institute  
PO Box 18978  
Oakland, CA 94619 USA  
[www.oaklandinstitute.org](http://www.oaklandinstitute.org)  
[info@oaklandinstitute.org](mailto:info@oaklandinstitute.org)

The Oakland Institute, 2021



# Résumé

En février 2021, les communautés de Lokutu en République démocratique du Congo (RDC) organisaient une manifestation pacifique pour l'arrivée d'une délégation de propriétaires et d'investisseurs de Straight KKM. La société enregistrée à l'île Maurice a récemment acquis via sa filiale KN Agri une vaste concession de palmiers à huile qui appartenait jusqu'à 2020 à la société canadienne Feronia. Les membres de la communauté se plaignaient des promesses de services et d'infrastructures non tenues par l'entreprise et de la fin de non-recevoir de leurs demandes de restitution des terres. En réponse, la police et les gardes privés de Feronia ont violemment réprimé la manifestation et arrêté un groupe de manifestants. Pendant leur garde à vue, plusieurs manifestants auraient été torturés et gravement blessés. Accusé de vol de fruit, Blaise Mokwe, 33 ans, a succombé aux blessures subies lors de son arrestation et tabassage par les gardes de PHC. Il est décédé le 21 février 2021.<sup>1</sup> Cette répression n'est que le dernier chapitre d'une lutte de plusieurs décennies des communautés avec les différents propriétaires des concessions de palmiers à huile pour la terre, la dignité et les moyens de subsistance.

Depuis plus d'un siècle, les communautés de Lokutu, Yaligimba et Boteka en République démocratique du Congo (RDC) ont été déplacées de leurs terres ancestrales par plus de 100 000 hectares de plantations de palmiers à huile sous contrôle étranger. En 1911, les autorités coloniales belges qui avaient violemment pris le contrôle de l'actuelle RDC accordèrent à l'industriel britannique Lord Leverhulme l'autorisation de créer de vastes plantations de palmiers à huile pour son entreprise Plantations et Huileries du Congo (PHC) - sans le consentement des communautés locales. Profitant du travail forcé dans les concessions, les plantations ont alimenté la montée en puissance des Lever Brothers et jeté les bases de la multinationale Unilever.

Dès la première année de la reprise des plantations d'Unilever, Feronia subissait des pertes financières massives. Plusieurs banques dites de développement sont par la suite intervenues pour fournir plus de 150 millions de dollars de financement à l'entreprise. L'implication de ces banques de développement n'a pas amélioré les conditions des communautés alors que les mécanismes de plaintes censés être en place sont demeurés inefficaces.

La situation est devenue critique lorsque Feronia a déposé son bilan en août 2020. Au lieu d'explorer les moyens de rendre justice aux communautés et restituer leurs terres, les banques



Le corps de Blaise Mokwe, arrêté par les gardes de PHC et mort à la suite de son mauvais traitement le 21 février 2021. Suite son meurtre, son cercueil a été placé en protestation devant le bureau de PHC © RIAO-RDC



de développement ont cédé les actifs que Feronia détenait dans PHC à Straight KKM, un fonds d'investissement basé à l'île Maurice pour la somme de 500 000 dollars, une prise en charge d'une partie de la dette de la société envers les banques de développement et un engagement à investir 10 millions de dollars dans la société. Avec cette vente, les banques de développement concernées - le groupe CDC du Royaume-Uni, la DEG allemande, le FMO néerlandais, le BIO belge et l'Emerging Africa Investment Fund (Fonds d'investissement en Afrique émergente - EAIF) ont accepté d'annuler une partie de leurs prêts antérieurs à la société mais la plupart restent impliquées dans le projet en tant que crédi-teurs.

Straight KKM est contrôlée par plusieurs fonds affiliés à Kuramo Capital Management, qui dit être la « principale société indépendante de gestion d'investissements en Afrique ». Plusieurs acteurs institutionnels sont des investisseurs majeurs dans les fonds Kuramo, notamment le fonds d'investissement de l'Université du Michigan, le Trust de la Fondation Bill & Melinda Gates, le fonds de pension et d'investissement des fonctionnaires d'Afrique du Sud, le fonds de pension du Royal County of Berkshire, entre autres. Alors que plusieurs de ces investisseurs prétendent promouvoir des investissements socialement responsables et écologiquement durables, ils ferment les yeux sur les nombreux abus commis dans les concessions de PHC.

Grâce à leur investissement via différents fonds, les investisseurs de Kuramo parviennent à se distancer de la société PHC et du long historique d'abus envers les communautés locales tout en recherchant un bon retour sur investissement. Étant donné leur investissement dans Kuramo, ces fonds de pension et fondations sont néanmoins bel et bien complices et doivent être tenus pour responsables des violations des droits humains et du vol de terres qui persiste sur ces concessions de palmiers à huile.

## De Léopold à Feronia - Un héritage d'accaparement des terres et de violations des droits humains

Depuis plus d'un siècle, les communautés de Lokutu, Yaligimba et Boteka en RDC ont été déplacées de leurs terres ancestrales par plus de 100 000 hectares de plantations de palmiers à huile.

En 1911, les autorités coloniales belges - qui, sous le règne brutal du roi Léopold II - avaient violemment pris le contrôle de l'actuelle RDC, accordèrent à l'industriel britannique



Noix de palmier à huile © Oskar Epelde

Lord Leverhulme la licence de créer de vastes plantations de palmiers à huile pour sa société Plantations et Huileries du Congo (PHC) sans le consentement des communautés locales. Leverhulme obtint le monopole de la récolte et de la transformation de tous les fruits de palme sur une superficie de 67 800 kilomètres carrés [6,78 millions d'hectares], soit environ deux fois la superficie de la Belgique. Les archives historiques montrent que le travail forcé fut utilisé à grande échelle, imposé par l'armée coloniale belge qui veilla au monopole par une violence sans borne.<sup>2</sup> Profitant du travail forcé dans les concessions, les plantations ont alimenté la montée en puissance des Lever Brothers et jeté les bases de la multinationale Unilever.<sup>3</sup> Quand Unilever a vendu ses plantations de palmiers en 2009, ils ont laissé à leurs travailleurs 24 millions de dollars de salaires impayés.<sup>4</sup>

Enfin, en 2009, Unilever a vendu les plantations pour 4 millions de dollars à l'entreprise canadienne Feronia Inc. Une société peu connue et sans expérience de l'huile de palme, Feronia a été fondée pour développer l'agriculture industrielle en Afrique.<sup>5</sup> Après avoir initialement subi des pertes financières massives, Feronia a été maintenu en activité grâce au financement des banques dites de développement européennes. Entre 2013 et 2020, Feronia et PHC ont reçu plus de 150 millions de dollars de BIO (Belgique), CDC Group (Royaume-Uni), DEG (Allemagne) et FMO (Pays-Bas) et d'au-





tres banques de développement de France, d'Espagne et des États-Unis investies par le biais du Fonds agricole africain (AAF) basé à l'île Maurice.<sup>6</sup> En 2016, l'AAF a augmenté son investissement dans Feronia pour détenir 26 % des parts de la société. La Société américaine de financement du développement international (DFC), anciennement l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), était un investisseur majeur dans l'AAF, engageant 100 millions de dollars dans le fonds.<sup>7</sup>

Malgré l'implication et la supervision supposée de ces banques qui affirmaient que leurs investissements amenaient « du développement et des emplois », les communautés sont restées privées de leurs terres et soumises à de nombreuses violations des droits humains. Un rapport de Human Rights Watch de 2019 a détaillé comment la mauvaise supervision des banques a permis à Feronia de « commettre des abus et des atteintes à l'environnement qui enfreignaient la santé et les droits du travail » des communautés locales.<sup>8</sup> Ces abus incluent des pratiques d'emploi abusives qui maintenaient les travailleurs dans une extrême pauvreté - y compris des salaires impayés, exposant les travailleurs à des pesticides dangereux et déversant régulièrement des déchets industriels non traités, qui contaminaient, entre autres, une importante source d'eau potable locale.<sup>9</sup>

L'exploitation des plantations par Feronia est définie par la

lutte des communautés locales pour la restitution des terres perdues au profit de l'entreprise. Les communautés des trois sites occupés par les plantations de PHC, Lokutu, Boteka et Yaligimba, ont tenté de reprendre le contrôle des concessions qui occupaient leurs terres ancestrales. À de nombreuses reprises, elles ont tenté de négocier avec la société et les autorités gouvernementales les conditions des opérations de la société sur leurs terres. Selon le rapport *Development Finance as Agro-Colonialism* publié en janvier 2021, « les dirigeants communautaires ont publié de nombreuses lettres, notes et déclarations adressées aux autorités gouvernementales, aux représentants de l'entreprise et ainsi qu'aux banques de développement finançant Feronia et PHC. Le dépôt de plainte de 2018 fait référence à plusieurs de ces déclarations émises par les communautés au fil des ans. Les déclarations décrivent comment ce vol de leurs terres et forêts ancestrales a privé les villageois des moyens de nourrir et de loger leurs familles et de gagner leur vie. En conséquence, la pauvreté et la malnutrition sont endémiques et sévères. »<sup>10</sup>

Alors que les demandes de longue date de la communauté concernant la restitution des terres continuaient d'être ignorées, les tensions ont commencé à monter. L'opposition organisée des habitants de Lokutu a éclaté en mars 2019, lorsque l'armée congolaise, envoyée pour réprimer les manifestations, a fini par tirer à balles réelles dans la foule.<sup>11</sup> En

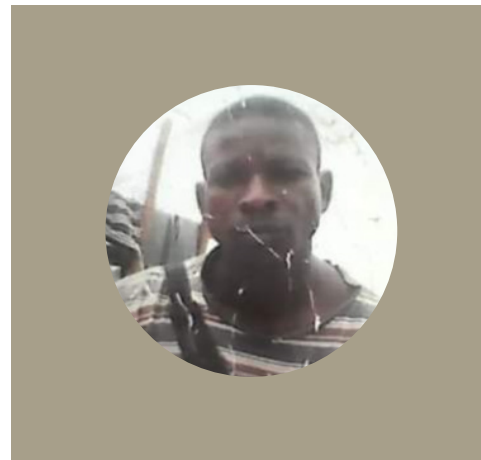


Des travailleurs de PHC avec des quantités de pesticide dans la plantation Yaligimba © 2019 Luciana Téllez / Human Rights Watch



juillet 2019, M. Ebuka, un agent de sécurité de Feronia, a brutalement assassiné un défenseur local des droits fonciers, Joël Imbangola Lunea. Des témoignages ont souligné l'implication de Joël Imbangola avec l'ONG Réseau d'information et d'appui aux ONG (RIAO-RDC), comme un motif probable du meurtre, étant donné le rôle que l'ONG avait joué dans la documentation des abus de Feronia et le plaidoyer pour la restitution des terres aux communautés.<sup>12</sup> Feronia et PHC ont ensuite géré le dossier juridique de leur agent de sécurité, M. Ebuka, qui a été acquitté, tandis que le groupe britannique CDC (actionnaire majoritaire de Feronia) a mené une enquête sur le meurtre qu'ils n'ont pas encore rendue publique. Malheureusement, le meurtre de M. Imbangola n'était pas un cas isolé dans les plantations de PHC. D'autres décès tragiques, arrestations violentes, tortures et passages à tabac par les forces de sécurité sont bien documentés.<sup>13</sup>

En mai 2020, Feronia était l'actionnaire majoritaire des concessions d'huile de palme de PHC. Feronia détenait 21,43%<sup>14</sup> des actions de PHC tandis que la filiale de la société Feronia



Le défenseur des droits fonciers Joël Imbangola, assassiné par un garde de Feronia en juillet 2019

Maia Sprl contrôlait 54,73 %. Le gouvernement de la RDC détenait les 23,83 % restants. En juin 2020, alors que les banques de développement détenaient dorénavant la majorité des actions de Feronia, la société déposait son bilan.<sup>15</sup>

## À qui appartiennent les plantations PHC?

Lors de la restructuration de Feronia lors du dépôt de bilan en août 2020, les banques de développement ont transféré les actifs que Feronia détenait dans PHC à Straight KKM, un fonds d'investissement basé à l'île Maurice. Straight KKM s'est impliquée pour la première fois dans Feronia en 2017, lorsqu'elle a pris une part de 24 % dans l'entreprise.<sup>16</sup> Trois ans plus tard, au moment de la vente, Straight KKM détenait 41,85 % de Feronia. Tout comme Feronia, Straight KKM n'a pas d'expérience préalable dans l'exploitation de plantations de palmiers à huile.<sup>17</sup>

L'achat comprenait un paiement de 500,000 dollars, la prise en charge des dettes et obligations dues par PHC, ainsi que « la prise en charge de la dette et des obligations de la filiale de la société Feronia Maia Srl envers CDC Group Plc et KN Agri LLC, une filiale de KKM. » KKM et ses investisseurs se sont en outre engagés à investir 10 millions de dollars supplémentaires pour financer les opérations de PHC.<sup>18</sup>

Le prix payé par Straight KKM pour acquérir Feronia et les concessions PHC se révèle exceptionnellement bas au regard des plus de 150 millions de dollars de fonds publics investis dans l'entreprise par les banques de développement. Cette forte dévalorisation reflète en partie l'incapacité des banques à investir dans les conditions matérielles des plantations. Alors que certains investissements modestes ont été réalisés dans « l'amélioration de l'agriculture » et dans certains projets de bien-être communautaire, « une partie sub-



Effluents rejetés par la plantation PHC de Yaligimba vont directement au village de Midonga où habitent des centaines de travailleurs et leurs familles © 2019 Luciana Téllez / Human Rights Watch





stantielle de l'argent que les banques de développement ont versé à Feronia a été consacrée aux salaires des dirigeants d'entreprises européennes, aux frais de déplacement, aux équipes juridiques et aux consultants, a des frais de location et autres d'un puissant homme politique congolais. »<sup>19</sup>

Le prix de vente illustre également comment les banques de développement ont accepté de renoncer à leur dette assumée dans le cadre du projet. L'agence britannique de financement du développement, le groupe CDC, était le principal actionnaire de Feronia avant l'accord. Le groupe CDC aurait abandonné plus de 50 millions de dollars en cédant ses actions à Straight KKM. D'autres banques de développement européennes - la DEG allemande, la FMO néerlandaise, le BIO belge et le Fonds d'investissement pour l'Afrique émergente (EAIF) - auraient annulé jusqu'à 80 % de leur prêt collectif de 49 millions de dollars.<sup>20</sup> Avec une partie des prêts qui demeurent, les banques de développement restent liées aux concessions en tant que créiteurs de PHC. Les actions de l'agence Etats-unienne DFC auraient été remboursés intégralement lorsque l'AAF a quitté le fonds en 2020.

Via sa filiale KN Agri, Straight KKM détient désormais 76 % des plantations de PHC, tandis que le gouvernement de la RDC conserve les 24 % restants.<sup>21</sup> Les concessions PHC sont actuellement réparties sur des centaines de contrats individuels - renouvelés via divers registres fonciers - qui ne sont pas détenus par une seule concession continue. Environ 25 000 hectares sont utilisés pour les plantations industrielles de palmiers à huile, tandis que le reste est constitué de terres boisées que les communautés n'ont toujours pas le droit d'utiliser pour la collecte de nourriture ou de plantes médicinales.<sup>22</sup>

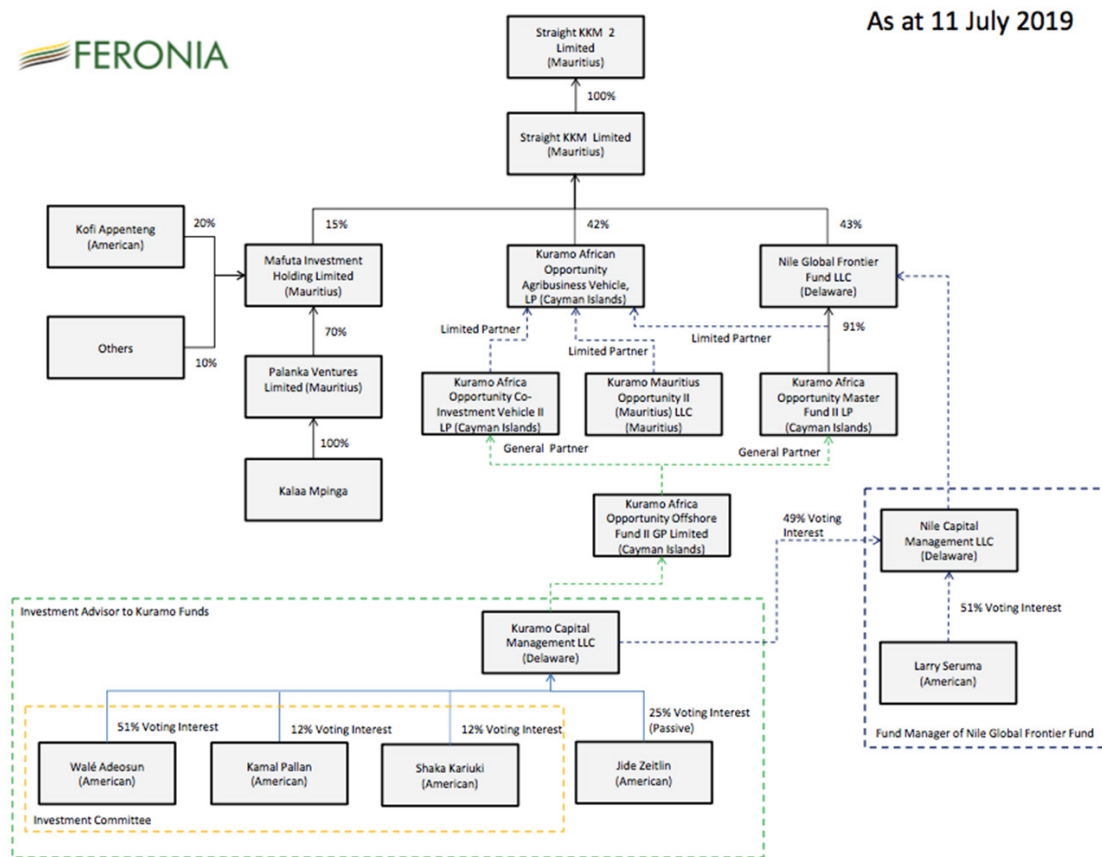
Figure 1. Carte des concessions PHC en RDC



## La structure de propriété de Straight KKM

Straight KKM est un véhicule pour plusieurs fonds gérés par Kuramo Capital Management. Les informations publiques sur la société sont limitées. La figure 2 montre la structure de Straight KKM, rendue publique lors du dépôt de bilan de Feronia.<sup>23</sup>

Figure 2. Structure de Straight KKM<sup>24</sup>



Comme le montre la Figure 2, le montage financier de Straight KKM est un réseau complexe de fonds d'investissement. Le fil conducteur reste l'implication de divers fonds affiliés à Kuramo Capital Management, qui conservent la majorité du contrôle de Straight KKM à travers différentes filiales et participations. En juillet 2019, deux des fonds Kuramo détenaient 85 % de Straight KKM.<sup>25</sup>

Les 15 % restants de Straight KKM sont détenus par Mafuta Investment Holding Limited, une société détenue par Kalaa Mpinga (70 %) et Kofi Appenteng (20 %). Kalaa Mpinga, le fils d'un ancien Premier ministre de la RDC, gère Straight KKM en plus d'être un acteur majeur de l'extraction de diamants et d'or en Afrique.<sup>26</sup> Kofi Appenteng est président et chef de la direction du Africa-America Institute ainsi que l'ancien président du conseil d'administration de la Fondation Ford, une fondation aux 12 milliards de dollars d'actifs.<sup>27</sup>



« KKM rassemble un groupe de professionnels de l'investissement profondément enracinés dans leurs communautés en Afrique. Nous sommes nés et avons grandi en Afrique et beaucoup d'entre nous vivent encore en Afrique. À ce titre, il est très important pour nous de garantir que tous nos investissements réussissent de manière responsable; PHC ne fait pas exception. »<sup>28</sup>

**Walé Adeosun**  
Fondateur et directeur des investissements de Kuramo Capital Management <sup>29</sup>



**Table 1. Fonds affiliés à Kuramo**

Nom	Lieu d'enregistrement	Actifs (US dollar)
Kuramo Capital Management	Delaware	\$480 million <sup>30</sup>
Kuramo Africa Opportunity Fund	Cayman Islands	\$112 million <sup>31</sup>
Kuramo Africa Opportunity Fund II	Mauritius	\$116 million <sup>32</sup>
Kuramo Africa Opportunity Offshore Fund II, L.P.	Cayman Islands	\$98.4 million <sup>33</sup>
Kuramo Africa Opportunity Co-Investment Vehicle II	Cayman Islands	\$50.5 million <sup>34</sup>
Kuramo Africa Opportunity Co-Investment Vehicle III	Delaware	\$130 million <sup>35</sup>

Kuramo Capital Management est une société de gestion de placements qui fournit « des services de gestion de placements financiers ciblés à ses clients institutionnels et particuliers fortunés, axés sur les actifs alternatifs sur les marchés émergents et frontaliers ». <sup>36</sup> Kuramo Capital se présente comme le « premier investisseur multi-classes d'actifs en Afrique subsaharienne » avec des investissements directs et indirects dans plus de « 100 entreprises dans 20 pays d'Afrique subsaharienne » dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications, des services financiers et de la consommation. <sup>37</sup> Kuramo Capital est 'General Partner' des Kuramo Africa Opportunity Funds (AOF) et, ensemble gèrent plus de 500 millions de dollars. <sup>38</sup>

## Qui sont les principaux investisseurs dans les fonds Kuramo?

Compte tenu du manque de transparence de ce type d'investissement (voir encadré), les informations publiques sur les investisseurs de Kuramo sont limitées. Cependant, certains des principaux investisseurs de Kuramo qui jouent maintenant un rôle dans le financement des concessions de PHC en RDC sont des fondations privées, des fonds d'investissements d'université et des fonds de pension, dont les investissements peuvent être connus principalement par le biais de déclarations fiscales.



Le fonds d'investissement de l'Université du Michigan (UM) était évalué à 12,5 milliards de dollars à la fin de 2020 et est le neuvième en importance parmi les universités des États-Unis. <sup>40</sup> Bénéficiant d'un taux de rendement annualisé sur 20 ans de 7,4 %, le fonds a distribué 391 millions de dollars au cours de l'exercice 2020. L'UM a investi pour la première fois 15 millions de dollars dans Kuramo Africa Opportunity Fund en 2011. <sup>41</sup> Dans cet investissement initial, le conseil d'administration de l'UM notait qu'investir dans un « fonds de fonds » comme Kuramo n'est pas typique en raison des « coûts supplémentaires ». Cependant, l'UM a fait une exception pour Kuramo étant donné leur « transparence dans la gestion des actifs des fonds et leurs connaissances en ce qui concerne la diligence raisonnable (due diligence) » ainsi que l'accès au « réseau local » de Kuramo. <sup>42</sup>

Le fonds d'investissement de l'UM a engagé plus de 100 millions de dollars dans divers fonds Kuramo au cours des 3 dernières années (tableau 2). L'évaluation actuelle de ces investissements n'est pas connue.

Le fonds d'investissement de l'UM a engagé plus de 100 millions de dollars dans divers fonds Kuramo au cours des 3 dernières années (tableau 2). L'évaluation actuelle de ces investissements n'est pas connue.





**Tableau 2 : Investissements de l'Université du Michigan dans les fonds Kuramo**

Fonds	Montant Investi (US dollar)
Kuramo Africa Opportunity Fund III & Kuramo Africa Opportunity Co-Investment Vehicle III	\$50 million <sup>43</sup>
Kuramo Africa Opportunity Fund	\$15 million <sup>44</sup>
Kuramo Africa Opportunity Fund II	\$50 million <sup>45</sup>
Kuramo Africa Opportunity Co-Investment Vehicle II	Undisclosed <sup>46</sup>



**BILL & MELINDA  
GATES foundation**

Le Trust de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) gère le fonds de 51 milliards de dollars de la plus grande fondation privée du monde.<sup>47</sup> Le BMGF Trust a investi dans un fonds Kuramo pour la première fois en 2011, engageant 3 787 342 dollars dans la société en commandite Kuramo Africa Opportunity Offshore.<sup>48</sup> En 2019, le BMGF Trust avait considérablement augmenté ses investissements dans divers fonds Kuramo (tableau 3) en investissant un total de 36 754 320 de dollars dans quatre fonds.

**Tableau 3 : Investissements de BMGF Trust dans Kuramo Funds (2019)**

Kuramo Fund	Montant investi (US dollars)
Kuramo Africa Opportunity Co-Investment Vehicle III	\$3,218,352
Kuramo Africa Opportunity Fund II	\$13,995,42
Kuramo Africa Opportunity Fund III	\$1,281,823
Kuramo Africa Opportunity Offshore Fund	\$18,258,716
<b>Total</b>	<b>\$36,754,320</b>





Créée en 1911, la **Public Investment Corporation** SOC Limited (PIC) est une société de gestion d'actifs détenue à 100 % par le gouvernement de la République d'Afrique du Sud. Contrôlé par le ministre sud-africain des finances, le PIC dit « parmi les meilleures et performantes sociétés de gestion d'actifs au monde et est de loin la plus grande d'Afrique ». <sup>49</sup> En juin 2016, le PIC a engagé 20 millions de dollars dans le Kuramo Africa Opportunity Fund II. En 2018, PIC avait investi un peu plus de 12,6 millions de dollars de ce montant dans le fonds. <sup>50</sup>



Le fonds de pension des employés du gouvernement sud-africain (**GEPF**) est le plus grand fonds de pension d'Afrique, avec plus de 450 000 retraités et des actifs d'une valeur de 1.6 trilliard de rands [110,7 milliards de dollars]. GEPF a été fondée en 1996 par la consolidation de plusieurs fonds de pension publics sud-africains. <sup>51</sup>



GEPF a réalisé son premier investissement dans Kuramo Africa Opportunity II en 2017, engageant 6,5 millions de dollars. <sup>52</sup> En 2020, l'investissement de GEPF dans Kuramo Africa Opportunity II était évalué à près de 16 millions de dollars. <sup>53</sup> On ignore quelle part de cette augmentation était due à l'augmentation de la valeur de l'investissement au fil du temps, ou à une augmentation des investissements du GEPF dans le fonds ou une combinaison des deux.



Basée au Royaume-Uni, le **Berkshire Pension Fund** est un fonds de pension public qui supervise un actif total d'un peu moins de 3 milliards de dollars. <sup>54</sup> D'après les dernières informations disponibles de 2015, le fonds mentionnait un investissement de 10 millions de livres sterling [~ 11 millions de dollars] dans Kuramo Africa. Il s'agissait de l'un des deux investissements cotés en private equity avec un accent sur les « marchés en développement » et alors que le fonds de pension indiquait qu'il prévoyait de « prendre de nouveaux engagements au cours des prochaines années », aucune information n'a été rendue publique ces cinq dernières années. <sup>55</sup>

Dotée d'une dotation de 6,6 milliards de dollars, la **Fondation J. Paul Getty** se concentre principalement sur les arts visuels, la conservation du patrimoine culturel, la recherche en histoire de l'art et les sciences humaines et le financement des musées. <sup>60</sup> La Fondation a investi pour la dernière fois dans un fonds Kuramo en 2012, engageant 3 333 413 de dollars dans le fonds Kuramo Opportunity. <sup>61</sup> Aucun engagement public n'a été pris ces dernières années.



Le **General Electric (GE) Pension Trust** gère des fonds de pension, de santé et de bien-être. Filiale de GE Asset Management Incorporated, le Trust détenait des actifs totalisant 52,6 milliards de dollars à la fin de 2019. <sup>62</sup> Le GE Pension Fund a investi dans Kuramo Africa Opportunity Fund II, mais le montant et l'actuel l'état de l'investissement est inconnu. <sup>63</sup>

## La croissance du « capital-investissement » dans l'agriculture africaine

Le capital-investissement (private equity) est un véhicule d'investissement dans lequel un groupe de personnes combinent leur propre argent - ainsi que les contributions d'investisseurs extérieurs - pour acheter des participations dans des actifs d'entreprise pour lesquels ils prévoient un « potentiel de croissance. »<sup>64</sup> Une fois qu'il détient des participations dans un actif, le fonds peut exercer une influence sur l'entreprise dans le but d'accélérer sa croissance. Une fois que la valeur de l'entreprise a augmenté, le fonds vend ses actifs pour générer un profit pour ses investisseurs. En cherchant à maximiser les rendements, les fonds d'investissement « maximisent généralement les frais, tirent parti de la dette et dépouillent les actifs ». <sup>65</sup> Tous les engagements supplémentaires pris concernant les préoccupations environnementales et sociales sont en retrait par rapport à cet objectif principal de maximisation des profits pour les actionnaires.

Le capital-investissement devient un moyen de plus en plus utilisé par les investisseurs privés et publics pour canaliser des fonds vers l'agriculture africaine. Avant la crise financière mondiale de 2008, seule une poignée de fonds s'adressait spécifiquement aux investisseurs axés sur les terres agricoles et la production alimentaire. En septembre 2020, GRAIN a identifié plus de 300 fonds spécifiquement orientés vers l'alimentation et l'agriculture, la majorité ciblant l'Afrique.<sup>66</sup> Étant donné que les fonds de capital-investissement investissent dans des sociétés privées qui ne sont pas cotées en bourse, ils ne sont pas soumis aux obligations de déclaration publique et, par conséquent, les informations ne sont pas facilement disponibles.<sup>67</sup>

## Complicité des investisseurs dans les violations des droits humains et le vol de terres dans les plantations de PHC

Grâce à leurs investissements dans divers fonds Kuramo avec des investissements qui, via Straight KKM, contrôlent les plantations de palmiers à huile de PHC, ces investisseurs sont désormais directement responsables des vols de terres et des violations des droits humains perpétrés contre les communautés en RDC. L'impact de la privation de leurs terres ancestrales sur les moyens de subsistance ainsi que l'intimidation, les passages à tabac, les arrestations, la torture et le meurtre de membres de la communauté aux mains des forces de sécurité engagées par Feronia-PHC sont bien documentés.<sup>68</sup>

L'objectif principal de ces investisseurs est de générer des revenus pour leurs actionnaires. La dotation de l'Université du Michigan « gère le fonds pour répondre aux attentes des donateurs selon lesquelles leurs dons apporteront un soutien à l'Université à perpétuité. L'objectif est de maintenir et d'accroître la valeur de ces dotations. »<sup>69</sup>

Le Royal Borough of Windsor & Maidenhead (RBWM) gère le fonds de pension du comté royal de Berkshire et est légalement tenu de publier sa stratégie d'investissement. Dans cette déclaration, la stratégie stipule que: « RBWM n'imposera pas de restrictions sociales, environnementales ou de gouvernance d'entreprise au gestionnaire d'investissement, mais compte sur lui pour adhérer aux meilleures pratiques dans les juridictions dans lesquelles il est basé, opère et investit. » Bien que RBWM s'attende à ce que ses gestionnaires « prennent en compte les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) lors d'un investissement », il estime qu'aucune politique « unique pour tous » ne peut être mise en œuvre dans un portefeuille aussi diversifié que celui du Fonds. »<sup>70</sup> Ce type de déclaration générale laisse une marge de manœuvre importante pour ses investissements.



Membres de la communauté de Mwingi près du terrain contesté de la concession de Lokutu © Oskar Epelde

Pour plusieurs de ces investisseurs, les principes et directives déclarés pour leurs investissements sont violées par leur implication dans la gestion des plantations de PHC. Propriété du gouvernement sud-africain, le PIC prétend fonctionner au-delà du rendement financier. « Au-delà de générer des rendements financiers pour les clients... le PIC cherche à générer des rendements sociaux en investissant dans des projets qui garantissent une croissance inclusive. »<sup>71</sup> Le processus d'investissement PIC assure inclure





la prise en compte des questions et principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), et « exige que tous les gestionnaires de fonds externes intègrent des pratiques ESG responsables dans leur processus d'investissement qui sont régies par des politiques ESG et alignées sur les Politiques PIC ainsi que principes de bonnes pratiques. »<sup>72</sup> Membre des Principes des Nations Unies pour l'Investissement Responsable (UNPRI) ainsi que du Pacte Mondial des Nations Unies (UNG), le PIC a reçu plusieurs prix liés à l'investissement



Des travailleuses ramassant des déchets de fruits de palme sans équipement de protection dans l'usine d'huile de palme PHC Boteka © 2018 Luciana Téllez / Human Rights Watch

responsable.

De même, le Government Employees Pension Fund (GEPF) en Afrique du Sud a des engagements explicites en matière d'investissements responsables. Signataire des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, la Déclaration d'orientation des investisseurs du GEPF de 2020 stipule que le Conseil d'administration s'engage à investir de manière responsable en intégrant les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans

les décisions d'investissement.<sup>73</sup> Une déclaration de « Politique d'investissement responsable » de 2017 stipule: « L'inadéquation entre les rendements financiers sociaux et privés n'est pas durable car les deux doivent être alignés pour que le système de marché soit durable. » La politique couvre en outre plusieurs questions à prendre en compte dans les contextes d'investissement qui méritent d'être soulignés étant donné l'implication indirecte des fonds dans les plantations de PHC, notamment « les droits humains des communautés locales, les conditions de travail, les conflits et l'épuisement des ressources. »<sup>74</sup>

La dotation de l'UM a défini les conditions pour qu'un comité ad hoc soit établi pour enquêter sur les « implications éthiques et morales de nos investissements ». Celles-ci incluent que la préoccupation exprime la « position largement et systématiquement occupée par la communauté du campus au fil du temps », si l'investissement est « contraire à la mission et aux valeurs fondamentales de l'Université » ou si « l'organisation, l'industrie ou l'entité à retenir peut être uniquement responsable des problèmes identifiés. »<sup>75</sup>

Pour guider leurs investissements, Bill et Melinda Gates affirment considérer « d'autres questions au-delà des bénéficiaires des entreprises, y compris les valeurs qui guident le travail de la fondation ». À cette fin, le BMGF Trust a défini des domaines dans lesquels il n'investira pas, tels que les entreprises dont le modèle de profit est « centralement lié à l'activité des entreprises qu'elles trouvent problématique, tels que « les investissements liés au tabac ou au Soudan ». <sup>76</sup>

Ces normes élevées pour intégrer les questions ESG et les affirmations selon lesquelles les investissements sont réalisés au-delà d'un simple but lucratif sonnent creux étant donné les abus bien documentés perpétrés contre les communautés vivant à proximité des concessions de PHC. Alors que donné que Straight KKM détient des actions dans Feronia depuis 2017, aucun des investisseurs n'a déclaré publiquement d'opposition à l'implication des fonds affiliés à Kuramo dans le désastreux projet de palmier à huile.





Une fuite dans le pipeline de l'usine de Lokutu rejette des effluents dans le fleuve Congo © 2019 Luciana Téllez / Human Rights Watch

## Nouveaux propriétaires, mêmes problèmes systémiques

Rien n'indique que les nouveaux propriétaires sont prêts à changer les conditions des communautés vivant dans l'ombre des concessions de PHC. Avant l'achat de Feronia en 2020, Straight KKM détenait des actions de Feronia depuis 2017 et était actionnaire majoritaire au moment de l'achat. En conséquence, les concessions de PHC continuent d'être gérées par les mêmes décideurs qui ont supervisé des années d'abus et de mauvais traitements infligés aux communautés locales. Étant donné que les mécanismes de réclamation et les processus de réparation mis en œuvre par les banques de développement ont à plusieurs reprises subi de longs retards, les communautés se sont retrouvées sans recours pour la justice.<sup>79</sup>

Au moment du rachat, Kalaa Mpinga, le gérant et l'un des investisseurs de Straight KKM, a décrit l'implication passée avec les plantations de Feronia comme une force: « Après avoir investi initialement dans Feronia fin 2017, nous connaissons les problèmes auxquels PHC est confrontée, y compris ceux examinés dans le cadre du mécanisme indépendant de traitement des plaintes des prêteurs institutionnels; un processus que nous soutenons pleinement. Par cette transaction, nous démontrons notre engagement envers PHC et les communautés associées à ces plantations en République démocratique du Congo. »<sup>80</sup>

Cependant, quelques mois seulement après le rachat, le même système de répression des communautés s'est poursuivi sans relâche. En février 2021, lors de la visite d'une délégation de Straight KKM, les communautés de Lokutu se sont rassemblées avec des banderoles pour protester contre le non-respect par l'entreprise de ses promesses contractuelles. En réponse, le responsable de la sécurité de PHC a mené une répression, arrêtant un groupe de manifestants.<sup>81</sup> Pendant leur garde à vue, les manifestants auraient été torturés et gravement blessés. Accusé de vol de fruit, Blaise Mokwe, 33 ans, a succombé aux blessures subies lors de son arrestation et tabassage par les gardes de PHC. Il est décédé le 21 février 2021.<sup>82</sup> Alors que la situation continue d'évoluer, il est clair que les nouveaux propriétaires n'ont aucun intérêt à restituer la terre aux communautés ou à mettre fin aux violations des droits de l'homme subies par les communautés affectées par les concessions.

Derrière la couverture opaque assurée par les fonds d'investissement, les investisseurs financent un modèle de plantation basé sur la privation des communautés de leurs terres ancestrales. Les banques de développement ont maintenu leur soutien malgré une documentation abondante de la violence inhérente au modèle de plantation coloniale. Alors que ces banques de développement affirmaient que « les contrôles de diligence raisonnable, le respect des garanties par les banques, les plans d'action sociale obligatoires et les engagements





de leurs clients à l'égard des évaluations de certification volontaires peuvent prévenir une telle violence », en réalité, ces instruments volontaires ont échoué à maintes reprises.<sup>83</sup> Bien que celles-ci puissent être réessayées, elles restent des mesures timides qui ne parviennent pas à adresser le conflit inhérent au modèle de plantation coloniale.

La seule façon de répondre aux griefs des communautés congolaises touchées est de restituer leurs terres. Cela a été essayé à une échelle limitée avec un succès prometteur, comme détaillé dans *Development Finance as Agro Colonialism*.

« Début 2020, plusieurs communautés du site de plantation de Lokutu dans la province de Tshopo ont repris quelque 420 hectares de plantation abandonnés par PHC et ont commencé leur propre transformation d'huile de palme. Elles ont retrouvé une autonomie et des niveaux de revenus jamais vus alors qu'ils travaillaient comme journaliers dans les plantations de PHC. 'Nous sommes heureux d'avoir enfin accès à des terres dont nous avons été tenus éloignés pendant si longtemps', déclarait un membre de l'équipe de direction de l'opération. 'Avec l'accès à ces terres, nous sommes en mesure de reprendre notre production d'huile de palme, qui a été violemment interrompue par la colonisation. Depuis le début de la semaine, j'ai vendu à moi seul 15 barils d'huile, ce qui me rapporte 300 000 francs congolais (150 dollars). C'est sept fois ce que vous pourriez gagner en travaillant extrêmement dur pour l'entreprise pendant un mois entier.' »<sup>84</sup>

Tant que durera ce conflit foncier vieux de plus d'un siècle et sans la restitution des terres aux communautés, les violations des droits humains auxquelles celles-ci sont actuellement confrontées se poursuivront. Les investissements continus des banques de développement dans Feronia n'ont clairement pas permis d'améliorer la vie des communautés voisines. En tant que prêteurs de PHC, elles restent complices des vols de terres et des violations des droits humains en cours. La propriété des PHC a été transférée à des fonds d'investissement qui opèrent de l'étranger avec une transparence limitée. Grâce à leur participation dans différents fonds et sociétés, les investisseurs dans Kuramo Funds parviennent à rester à distance de la longue histoire d'abus documentés contre ces communautés tout en recherchant un retour sur investissement rentable. Ils sont cependant complices des violations des droits humains et du vol de terres en cours et doivent être tenus responsables de ces abus. Ils doivent prendre des mesures immédiates pour restituer les terres aux communautés.



Production artisanale d'huile de palme dans le village de Yalifombo © Oskar Epelde





# Références

<sup>1</sup> Email correspondance avec Jean-François Mombia Atuku, RIAO-RDC. 22 février 2021.

<sup>2</sup> Grain et RIAO-RDC. *Agro-colonialism in the Congo: European and US development finance is bankrolling a new round of colonialism in the DRC*. Juin, 2015. <https://www.grain.org/article/entries/5220-agro-colonialism-in-the-congo-european-and-us-development-finance-bankrolls-a-new-round-of-agro-colonialism-in-the-drc> (visité le 1er février 2021).

<sup>3</sup> En 1930, la société de Leverhulme a fusionné avec le néerlandais Margarine Unie pour former le géant de l'alimentation d'entreprise Unilever, qui a détenu les concessions PHC pendant des décennies. *Ibid.*

<sup>4</sup> Alors que la Cour suprême de la RDC a statué que ceux-ci devaient être payés, près de deux décennies se sont écoulées avec peu de compensation. *Ibid.*, p.11.

<sup>5</sup> Grain. *Feeding the One Percent*. Grain.. Octobre 2014. <https://www.grain.org/e/5048> (visité le 2 février 2021).

<sup>6</sup> RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Janvier 2021, p.3. <https://grain.org/e/6602> (visité le 1er février 2020).

<sup>7</sup> RIAO-RDC et Grain. *Agro-Colonialism in the Congo*. 2 juin 2015. <https://www.grain.org/article/entries/5220-agro-colonialism-in-the-congo-european-and-us-development-finance-bankrolls-a-new-round-of-agro-colonialism-in-the-drc> (visité le 1er février 2021).

<sup>8</sup> Human Rights Watch. *A Dirty Investment: European Development Bank's Link to Abuses in the Democratic Republic of Congo*. 25 novembre 2019.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Op. Cit., p.15.

<sup>11</sup> "Environmentalist murdered near disputed DRC oil palm project." *Earthsight*, 29 juillet 2019. <https://farmlandgrab.org/29073> (visité le 5 janvier 2021).

<sup>12</sup> RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Op. Cit.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.19.

<sup>14</sup> Affidavit de Gilles Marit. "Exhibit C." 14 août 2020. Supreme Court of British Columbia (Bankruptcy and Insolvency). Available at: Ernst & Young Inc. Restructuring Document

Centre. Feronia Inc. NOI Proceedings. Motion Materials. 001 Application. <https://documentcentre.ey.com/#/detail-engmt?eid=390> (visité le 1er février 2020).

<sup>15</sup> Les banques de développement détiennent la majorité des actions de Feronia Inc., soit directement (CDC - UK) soit via leurs investissements dans des fonds (France- Proparco, Espagne - AECID and Etats Unis - DFC), et ont prêté des dizaines de millions de dollars (CDC - UK, DEG - Allemagne, FMO - Pays-bas, BIO-Belgique et d'autres)." RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Op. Cit., p.3.

<sup>16</sup> Cision. "Straight KKM 2 Limited Enters into Agreements to Acquire Common Shares of Feronia Inc." 25 septembre 2017. <https://www.newswire.ca/news-releases/straight-kkm-2-limited-enters-into-agreements-to-acquire-common-shares-of-feronia-inc-647798393.html> (visité le 9 février 2021).

<sup>17</sup> Affidavit de Gilles Marit. "Exhibit C." Op. Cit.

<sup>18</sup> Feronia. "Feronia Inc. Enters Into Restructuring Purchase Agreement." Communiqué de presse. 20 juillet 2020. <https://www.globenewswire.com/news-release/2020/07/20/2064532/0/en/Feronia-Inc-Enters-Into-Restructuring-Purchase-Agreement.html> (visité le 5 janvier 2021).

<sup>19</sup> RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Op. Cit., p.13.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p.8.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p.15.

<sup>22</sup> RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Op. Cit., p.8.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p.11.

<sup>24</sup> Affidavit of Gilles Marit. "Exhibit C." Op. Cit.

<sup>25</sup> Kuramo African Opportunity Agribusiness Vehicle détenait 42 % de Straight KKM. Kuramo Africa Opportunity Master Fund détenait 91 % de Nile Global Frontier Fund, qui a son tour détenait 42 % de Straight KKM.

<sup>26</sup> "Development banks must be held accountable for their disastrous oil palm plantation investments in the Congo." Grain, Blog. 23 septembre 2020. <https://www.grain.org/en/article/6534-development-banks-must-be-held-account->



able-for-their-disastrous-oil-palm-plantation-investments-in-the-congo (visité le 11 décembre 2020).

<sup>27</sup> The Africa-America Institute. "AAI Leadership." <https://www.aaionline.org/about-aaai/board/> (visité le 14 décembre 2020).

<sup>28</sup> "Feronia sells stake in DRC palm oil subsidiary to investment company Straight KKM." *Africa Inc. Magazine*. <https://africainc.com/2020/08/03/feronia-sells-stake-in-drc-palm-oil-subsidiary-to-investment-company-kkm/> (visité le 12 Janvier 2021).

<sup>29</sup> Kuramo Capital Management. "Our People." <https://www.kuramocapital.com/about/team/wale-f-adeosun/> (visité le 22 janvier 2020).

<sup>30</sup> Principles for Responsible Investment. "Kuramo Capital Management." (visité le 3 décembre 2020).

<sup>31</sup> Private Fund Data. "Kuramo Africa Opportunity Master Fund, L.P. - Fund Data." <https://privatefunddata.com/private-funds/kuramo-africa-opportunity-master-fund-lp/> (visité le 2 février 2021).

<sup>32</sup> Private Fund Data. "Kuramo Africa Opportunity Master Fund, L.P. - Fund Data." *Op. Cit.*

<sup>33</sup> Total offered: US\$250 million. United States Security and Exchange Commission. Form D: *Notice of Exempt Offering of Securities*. [https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/0001656210/000165621015000001/xslFormDX01/primary\\_doc.xml](https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/0001656210/000165621015000001/xslFormDX01/primary_doc.xml) (visité le 12 décembre 2020).

<sup>34</sup> Private Fund Data. "Kuramo Africa Opportunity Co-Investment Vehicle li, L.P. - Fund Data." *Op. Cit.*

<sup>35</sup> Preqin database, accessed by GRAIN, January 2021: <https://www.preqin.com/>

<sup>36</sup> Kuramo Capital Management. "Who We Are." <https://www.kuramocapital.com/about/who-we-are/> (visité le 12 décembre 2020).

<sup>37</sup> Kuramo Capital Management. "Our People." *Op. Cit.*

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> Fitzgerald, R. "Endowment provides increased funding for U-M operations." *The University Record*. 22 octobre 2020. <https://record.umich.edu/articles/endowment-provides-increased-funding-for-u-m-operations/> (avisité le 11 décembre 2020).

<sup>41</sup> The University of Michigan. *Proceedings of the Board of Regents: July 2011 - June 2012*. <https://quod.lib.umich.edu/u/umregproc/ACW7513.2011.001?rgn=main;view=fulltext> (visité le 12 décembre 2020).

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Croce, B. "University of Michigan discloses \$233 million in commitments." *Pensions & Investments*. 20 février 2019.

<sup>44</sup> Preqin database, accessed by GRAIN, janvier 2021: <https://www.preqin.com/>

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> Bill and Melinda Gates Foundation. "Who We Are: Foundation Trust." <https://www.gatesfoundation.org/Who-We-Are/General-Information/Financials/Foundation-Trust> (visité le 12 décembre 2020).

<sup>48</sup> Bill and Melinda Gates Foundation Trust. *2012 Annual Tax Return, Form 990-PF: Return of Private Foundation*. 2012. <https://www.gatesfoundation.org/-/media/GFO/Who-We-Are/Financials/2012-BMGFT-990PF-PUBLIC-DISCLOSURE-FINAL.ashx?la=en&hash=4BEA9B2BAD0D33FF49C-DE78ABA8092B59632066E> (visité le 6 décembre 2020).

<sup>49</sup> Public Investment Corporation. "About Us." <https://www.pic.gov.za/who-we-are/about-us> (visité le 9 février 2021).

<sup>50</sup> Public Investment Corporation. *Kuramo Africa Opportunity Fund II*. Mars 2018. <https://www.pic.gov.za/DocPresentations/49-Kuramo-Africa-Opportunity-Fund-II.pdf> (visité le 9 février 2020).

<sup>51</sup> GEPF. "Who is GEPF." <https://www.gepf.gov.za/who-is-gepf/> (visité le 12 décembre 2020).

<sup>52</sup> GEPF. *2017 Annual Report*. 2017. [https://www.gepf.gov.za/wp-content/uploads/2020/01/GEPF\\_2017\\_AR\\_2017.pdf](https://www.gepf.gov.za/wp-content/uploads/2020/01/GEPF_2017_AR_2017.pdf) (visité le 12 décembre 2020).

<sup>53</sup> GEPF. *2019-20 Annual Report*. 2020. <https://www.gepf.gov.za/annual-reports/> (visité le décembre 12, 2020).

<sup>54</sup> SWFI. "Royal County of Berkshire Pension Fund." <https://www.swfinstitute.org/profile/598cdaa60124e9fd2d05bd6e> (visité le 15 décembre 2020).

<sup>55</sup> The Royal Borough Windsor & Maidenhead. *Notice of Meeting*. Janvier 2016. <https://rbwm.moderngov.co.uk/documents/g3005/Public%20reports%20pack%2018th-Jan-2016%2016.00%20Berkshire%20Pension%20Fund%20Panel.pdf?T=10> (visité le 12 décembre 2020).

<sup>56</sup> Africa Opportunity Fund. *Annual Report*. *Op. Cit.*

<sup>61</sup> J. Paul Getty Trust. *2012 Annual Tax Return, Form 990-PF: Return of Private Foundation*. 2012. [http://990s.foundation-center.org/990pf\\_pdf\\_archive/951/951790021/951790021\\_201306\\_990PF.pdf](http://990s.foundation-center.org/990pf_pdf_archive/951/951790021/951790021_201306_990PF.pdf) (visité le 12 décembre 2020).

<sup>62</sup> Kozlowski, R. "General Electric pays \$2.65 billion in lump sums." *Pensions & Investments*. Février 25, 2020. <https://www.pionline.com/pension-funds/general-electric-pays-265-bil->



lion-lump-sums (visité le 12 décembre 2020).

<sup>63</sup> Preqin database, accessed by GRAIN, , visité en janvier 2021: <https://www.preqin.com/>

<sup>64</sup> Rock, J. and A. Park. "Mapping Financial Flows of Industrial Agriculture in Africa." octobre 2019.

<sup>65</sup> Grain. *Barbarians at the barn: private equity sinks its teeth into agriculture*. Septembre 2020. <https://www.grain.org/en/article/6533-barbarians-at-the-barn-private-equity-sinks-its-teeth-into-agriculture> (visité le 24 octobre ).

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Op. Cit.

<sup>69</sup> The University of Michigan. *University Endowment Fund Profile*. 30 juin 2019. <https://publicaffairs.vpcomm.umich.edu/wp-content/uploads/sites/19/2019/12/2019-endowment-profile.pdf> (visité le 5 janvier, 2020).

<sup>70</sup> The Royal Borough of Windsor & Maidenhead. *Investment Strategy Statement*. Mars, 2019. <https://www.berkshirepensions.org.uk/media/1595/download/> (visité le 21 janvier 2021).

<sup>71</sup> Public Investment Corporation. "About Us." Op. Cit.

<sup>72</sup> Public Investment Corporation. "Environmental, Social and Governance." <https://www.pic.gov.za/investment-philosophy-and-approach/environmental-social-governance> (visité le 9 février 2021).

<sup>73</sup> Government Employees Pension Fund. *Investment Policy Statement*. n.d. [https://www.gepf.gov.za/wp-content/uploads/2019/08/GEPF\\_Investment\\_Policy\\_Statement.pdf](https://www.gepf.gov.za/wp-content/uploads/2019/08/GEPF_Investment_Policy_Statement.pdf) (visité le 5 janvier 2021).

<sup>74</sup> Government Employees Pension Fund. "GEPF Responsible Investment Policy." 2017. [https://www.gepf.gov.za/wp-content/uploads/2019/08/Responsible\\_Investing\\_Policy\\_20170921.pdf](https://www.gepf.gov.za/wp-content/uploads/2019/08/Responsible_Investing_Policy_20170921.pdf) (visité le 5 janvier 2021).

<sup>75</sup> The University of Michigan. *University Endowment Fund Profile*. Op. Cit.

<sup>76</sup> Bill and Melinda Gates Foundation. "Who We Are: Foundation Trust." Op. Cit.

<sup>79</sup> RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Op. Cit.

<sup>80</sup> Globenewswire. "Feronia Enters into Restructuring Purchase Agreement." <https://www.globenewswire.com/news-release/2020/07/20/2064532/0/en/Feronia-Inc-Enters-Into-Restructuring-Purchase-Agreement.html> (visité le

15 février 2021).

<sup>81</sup> RIAO-RDC. "DRC: Interview with Gilbert Lokombu Limela, President of civil society Basoko." *Farmlandgrab*, , 15 février 2021. <https://farmlandgrab.org/30116> (visité le 17 février 2021).

<sup>82</sup> Correspondance avec Jean-François Mombia Atuku, RIAO-RDC. février 2021.

<sup>83</sup> RIAO-RDC et. al. *Development Finance as Agro-Colonialism: European Development Bank funding of Feronia PHC oil palm plantations in the Democratic Republic of Congo*. Op. Cit.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 16.





